



De Washington à Londres

Les Global Unions se concentrent sur leur projet pour l'emploi et la reprise



LE MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL

DÉMARCHE LES DIRIGEANTS MONDIAUX AVEC DES REVENDECTIONS COMPLÈTES EN FAVEUR D'UN CHANGEMENT. LES GLOBAL UNIONS RÉCLAMENT DES MESURES VIGOUREUSES POUR COMBATTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE, MAIS ILS INSISTENT SUR LE FAIT QUE LA RÉPARATION DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR UN NÉOLIBÉRALISME DESTRUCTEUR NE DOIT ÊTRE QUE LA PREMIÈRE ÉTAPE. POUR **JOHN EVANS** LE MOMENT DE CHANGER RADICALEMENT DE CAP EST VENU.

Les Global Unions font le siège devant les réunions des chefs de gouvernements et des ministres des finances et du travail pour faire passer le message des travailleurs du monde entier : créez des emplois tout de suite, réglemmentez les marchés pour que cette calamité économique ne se reproduise jamais et faites que ce monde soit plus agréable à vivre et à travailler.

Parmi les priorités énoncées dans la Déclaration de Londres, qui a été présentée en avril au sommet du G20, et le Plan d'action mondial pour l'emploi présenté au Sommet social du G8 à Rome figurent la création d'une nouvelle structure de gouvernance du commerce mondial et la mise en place d'un nouveau modèle économique mondial dans le but de créer des emplois et de faire pièce à une crise qui frappe à la fois les pays industrialisés et les pays en développement.

Les faits parlent d'eux-mêmes. L'économie mondiale se contracte à un rythme jamais vu; des emplois sont détruits par millions et des années d'efforts pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en matière de réduction de la pauvreté ont été réduits à néant en quelques mois.

Les plus durement touchés sont les travailleurs dont beaucoup étaient déjà en situation de travail précaire, avec très peu de protection sociale, et les jeunes qui arrivent sur des marchés du travail plus déprimés qu'ils ne l'ont jamais été depuis un demi siècle.

Des groupes comme le G20 pourraient jouer un rôle déterminant en stimulant la collaboration entre les économies avancées et émergentes pour rétablir la stabilité financière à l'échelle mondiale. Mais la sortie d'une crise plus profonde et dévastatrice qu'aucune autre de mémoire d'homme nécessitera davantage qu'un simple ajustage des règles du marché si l'on veut s'engager sur la voie d'une reprise économique durable.

Les mesures d'incitation économique proposées jusqu'à présent par les gouvernements des pays industrialisés sont loin d'atteindre les 2 pour cent du PIB mondial qui, pour les Global Unions et certaines institutions internationales, sont nécessaires pour relancer la demande mondiale et redresser l'économie mondiale.

Les mesures doivent être ciblées sur des investissements publics rapidement réalisables et pouvant avoir des effets à long terme en contribuant à la lutte contre le changement climatique et en ranimant la productivité. Les pouvoirs publics doivent aussi consacrer beaucoup plus d'argent à des politiques du marché du travail actives pour éviter les pertes d'emplois et favoriser la formation de reconversion en phase de crise.

Les syndicats sont convaincus que la solution de la crise ne consiste pas à détruire des emplois, abaisser les niveaux de vie des tra-

vailleurs et leur faire payer les erreurs d'un système qui n'a pas su répondre aux ambitions générales d'égalité et de justice sociale. Le message lancé par les Global Unions dans la Déclaration de Londres reproduite dans ces pages demande un plan de relance mettant l'accent sur les personnes et appelle à :

- Donner la priorité à la création d'emplois et à la protection des niveaux de vie
- Un système international de gouvernance économique ancré dans le respect des droits des travailleurs
- De nouvelles règles rigoureuses pour le contrôle des marchés financiers mondiaux et
- Des investissements dans l'économie verte, un renforcement des services publics et, surtout, combattre les inégalités croissantes dans le monde.

Une revendication fondamentale, qu'appuient maintenant de nombreux dirigeants politiques – et qui prend une dimension nouvelle avec l'arrivée du nouveau Président à la Maison-Blanche – est celle des organisations syndicales qui réclament avec insistance que les travailleurs soient associés aux discussions sur la définition d'une nouvelle architecture financière mondiale.

Les Global Unions soulignent avec insistance que les pays pauvres aux économies émergentes et en développement doivent recevoir les fonds dont ils ont besoin pour renforcer leurs économies sans être freinés par les conditions rigoureuses imposées par les institutions financières internationales. Les programmes de prêts destinés à relancer les économies du monde entier ne doivent pas entraîner une détérioration des salaires et des conditions de vie des travailleurs comme ce fut le cas dans le passé.

L'extension des droits des travailleurs contribuera à la croissance générale et ne freinera pas la reprise, tandis que les conditions imposées par le Fonds monétaire international en échange de fonds d'intervention d'urgence vont dans la mauvaise direction parce qu'elles réduisent les salaires et diminuent le pouvoir d'achat des plus faibles.

Alors que les flux de capitaux privés se tarissent et que de nombreux travailleurs migrants n'arrivent plus

à envoyer à leurs familles restées au pays l'argent dont elles ont besoin pour vivre, les gouvernements doivent tenir les engagements pris en matière d'augmentation de l'aide publique au développement.

Des mesures doivent aussi être prises pour empêcher dans l'immédiat une chute des salaires qui engagerait le monde dans une spirale déflationniste. En temps de crise, il faut renforcer les droits des travailleurs plutôt que les affaiblir.

Les syndicats ont aussi une stratégie mûrement réfléchie pour éviter une répétition de l'effondrement financier. Le plan d'action en huit points pour une réforme financière reproduit dans ces pages offre une réelle possibilité d'assurer une réforme durable et de mettre un terme à l'économie de casino des marchés financiers déréglementés par un système dans lequel la finance servirait d'appui à l'économie réelle et à des emplois dignes de ce nom.

Mais le besoin de changement va beaucoup plus loin. Le danger est que, lorsque l'économie commencera à reprendre, on assiste à un retour aux politiques néfastes du passé. Il est déjà beaucoup question pour les pouvoirs publics de "stratégies de sortie" de leurs interventions sur les marchés financiers.

Pour l'avenir, les syndicats veulent davantage d'investissement dans des services publics de qualité, l'adoption d'un programme vert pour le changement et l'abandon d'une politique qui impose des conditions rigoureuses aux prêts au développement qui ont amputé les programmes sociaux et déréglementé les marchés du travail.

Pour les syndicats, il faut que l'OIT et les groupes de travailleurs soient consultés à propos de la conception du nouveau système multilatéral. Si les travailleurs ne peuvent faire entendre leur voix à la table des négociations, il sera impossible de protéger les droits syndicaux et les normes du travail ou de veiller à ce que ce ne soient pas les travailleurs et leurs familles qui paient le prix de l'échec colossal d'un système financier mondial insuffisamment réglementé.

La nécessité d'une participation des organisations syndicales aux grands débats sur la sortie de la crise mondiale est fondamentale, mais elle ne se concrétisera que si les gouvernements et les institutions financières



internationales se montrent ouverts à un nouveau dialogue et à une conception des choses qui inverse le rapport des forces en faveur d'un agenda social durable tendant à éliminer le fléau de l'inégalité.

À la sortie de cette crise, nous aurons besoin d'un nouveau modèle de développement dans lequel les pouvoirs publics seront en mesure de concilier les termes extrêmes du marché et les objectifs sociaux, environnementaux et de politique publique. Il faut que les gouvernements imposent des limites à l'économie financière en réorientant les investissements vers les objectifs à long terme que sont la création de travail décent, l'avènement de l'égalité dans la société et une répartition équitable des fruits de la croissance. La réalisation de ces objectifs nécessitera encore beaucoup plus de présence syndicale sur la scène internationale. La tâche des Global Unions ne fait que commencer.

John Evans est le Secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques.